



7 Octobre, 2019

Chère et chers chefs des partis fédéraux canadiens,

Je vous exhorte, en tant que chefs des partis fédéraux, à défendre les Canadiennes et Canadiens contre la pression exercée par le lobby du pétrole et du gaz en faisant fi de la liste de souhaits de l'Association canadienne des producteurs pétroliers (ACPP). La mise en œuvre de ces mesures ne ferait pas qu'augmenter l'incidence des sociétés pétrolières et gazières sur le climat et l'environnement au Canada. Elle l'accélérait.

Le Canada se réchauffe deux fois plus vite que le reste de la planète. De nombreux Canadiens constatent déjà personnellement les conséquences négatives de la situation, notamment la fréquence et la gravité accrues des événements extrêmes comme les inondations, les tornades et les feux de forêt, les effets nocifs des vagues de chaleur pour la santé, la propagation des maladies comme la maladie de Lyme et les effets défavorables sur la santé mentale et le bien-être social.

Les sociétés pétrolières et gazières ont démontré qu'elles se concentrent étroitement sur leur profit à court terme au détriment de la santé et de la sécurité des Canadiens à long terme. Leurs activités contribuent de manière importante et croissante aux émissions de gaz à effet de serre (GES) et à l'accélération des changements climatiques. Elles ont en outre créé sous forme de puits abandonnés et de bassins de résidus toxiques un passif environnemental qui coûtera des centaines de milliards et qu'elle laisse aux générations futures le soin de nettoyer.

Comme l'indique le [rapport d'Environmental Defence](#) publié aujourd'hui, l'industrie pétrolière et gazière constitue depuis de nombreuses années un obstacle de taille à l'action canadienne contre les changements climatiques. Cet obstacle revêt deux formes.

Le premier obstacle est celui des émissions réelles de carbone du secteur, qui ont presque doublé depuis 1990 et représentent 80 pour cent de l'augmentation du total des émissions au Canada, et tandis que la plupart des autres secteurs au

pays ont réduit leur incidence sur le climat, l'industrie pétrolière veut pour sa part accroître considérablement ses émissions de carbone.

Les détails de ce plan figurent dans le document électoral de l'ACPP intitulé « Vote pour l'énergie », une liste de politiques souhaitées dressée au nom de ses sociétés membres œuvrant au Canada, et sur laquelle figurent notamment une réduction de la réglementation environnementale, une baisse de l'impôt des sociétés, une augmentation des subventions gouvernementales et l'approbation d'un nombre encore plus grand d'oléoducs et de terminaux de gaz naturel liquéfié (GNL). Selon les modèles économiques que nous avons commandés, la réalisation de ces souhaits se traduirait par une augmentation de 116 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> des émissions de GES du secteur pétrolier et gazier d'ici 2030.

Le vigoureux lobbying des sociétés pétrolières et gazières contre les politiques sur les changements climatiques constitue le deuxième obstacle. Des représentants de ces entreprises et des associations de l'industrie rencontrent des représentants du gouvernement fédéral en moyenne quatre fois par jour, chaque jour, depuis presque une décennie. C'est l'une des raisons principales pour lesquelles un certain nombre de mesures raisonnables de lutte contre les changements climatiques ont été torpillées, diluées ou retardées. Pis encore, un grand nombre de ces politiques auraient également réduit les émissions de GES dans d'autres secteurs.

L'essentiel, c'est que le Canada doit relever le défi et s'attaquer aux changements climatiques. L'augmentation de la production de pétrole et de gaz accroît les émissions de carbone. Point final. En dépit du discours que tient l'industrie sur l'amélioration de sa performance environnementale, le baril de pétrole canadien moyen émet de plus en plus de carbone chaque année. L'intensité carbonique du pétrole canadien n'a jamais été aussi forte depuis le début des calculs en 1990.

Si le lobby pétrolier obtient gain de cause, un secteur qui représente actuellement sept pour cent du PIB du Canada et 1,5 pour cent de l'emploi au pays utiliserait 60 pour cent du bilan de carbone 2030 du Canada en vertu des engagements de l'Accord de Paris. Les émissions des sociétés pétrolières et gazières canadiennes à elles seules dépasseraient celles de 170 *pays*, sans compter le carbone associé à la consommation de tout ce pétrole et ce gaz naturel.

Au cours de la prochaine législature, je vous exhorte à placer les intérêts de tous les Canadiennes et Canadiens en tête des intérêts personnels des sociétés

pétrolières et gazières en luttant sérieusement contre les changements climatiques. Tenez compte d'abord de la santé et du bien-être des citoyens. Après les prochaines élections, tous les partis fédéraux doivent collaborer afin de mettre en œuvre des politiques et des programmes proportionnels à l'urgence climatique en bâtissant une économie fondée sur la réduction de l'utilisation des carburants fossiles et la création de nouvelles richesses et possibilités pour les Canadiens.

Je vous prie d'agréer, mes sincères salutations.

Tim Gray

Directeur général, Environmental Defence